EXPOSE DES MOTIFS

du projet de LOI autorisant le Président de la République à ratifier les Amendements à l'Accord portant création du Fonds de Solidarité africain, signés à Paris, Port Louis, Bujumbura et Kigali, respectivement les 20 septembre et 2 novembre 1990 et les 2 et 6 mars 1991.-

Ces amendements signés à Paris, Port Louis, Bujumbura et Kigali les 20 septembre et 2 novembre 1990, les 2 et 6 mars 1991, ont pour objet d'adapter les dispositions de l'Accord précité au contexte actuel.

L'Amendement de l'article 10 de l'Accord, la plus importante des modifications, tend à l'assouplissement de ce texte qui subordonnait l'apport en garantie du Fonds à :

- la souscription d'une contre garantie ;
- l'inscription budgétaire d'une provision de garantie.

Cette dernière formalité n'est plus requise.

Aux termes de l'article 10 nouveau, les Etats requérants peuvent :

- souscrire une contre-garantie ;
- ou produire "toutes autres garanties jugées suffisantes par le Fonds".

Pour harmoniser les conditions de durée de mandat du Directeur général et celui du Directeur général adjoint, les Etats signataires ont décidé de modifier l'article 15 de l'Accord : le mandat de 5 ans du Directeur général est renouvelable une fois.

Il convient de noter que l'article premier nouveau fixe le siège du Fonds de Solidarité africain à Niamey (République du Niger).

Les présents Amendements entreront en vigueur dans les mêmes conditions de ratification que celles prévues pour l'Accord par l'article 20 amendé : "l'Accord entrera en application après notification de sa ratification par les Etats signataires à la République du Niger où est établi le siège du Fonds.

Telle est l'économie du présent projet de loi.-

REPUBLIQUE DU SENEGAL
ASSEMBLEE NATIONALE
VIIème LEGISLATURE

181963

PREMIERE SESSION ORDINAIRE DE L'ANNEE 1992

RAPPORT FAIT
AU NOM DE

L'INTERCOMMISSION CONSTITUEE PAR LES COMMISSIONS DES AFFAIRES
ETRANGERES, DES FINANCES, DU PLAN, DES TRAVAUX PUBLICS, DE LA
SANTÉ, DE LA LEGISLATION ET DE L'INFORMATION

SUR

LE PROJET DE LOI N° 04/92 AUTORISANT LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
REPUBLICQUE A RATIFIER LES AMENDEMENTS A L'ACCORD PORTANT
CREATION DU FONDS DE SOLIDARITE AFRICAINE, SIGNES A PARIS,
PORT LOUIS, BUJUMBURA ET KIGALI, RESPECTIVEMENT LES 20 SEP-
TEMBRE ET 2 NOVEMBRE 1990 ET LES 2 ET 6 MARS 1991

PAR

ABDOUL KHALY SEYE
RAPPORTEUR

Monsieur le Président,
Messieurs les Ministres,
Mes Chers Collègues,

L'Intercommission, constituée par les commissions des Affaires Etrangères, du Plan, des Finances, des Travaux Publics, de la Santé, de la Législation et de l'Information s'est réunie le 20 mai 1992 à 9 heures, sous la présidence de Monsieur Djibril SENE, Président de la Commission des Affaires Etrangères, à l'effet d'examiner le projet de loi n° 04/92 autorisant le Président de la République à ratifier les amendements à l'accord portant création du fonds de solidarité africaine, signés à Paris, Port Louis, Bujumbura et Kigali respectivement les 20 septembre et 2 novembre 1990 et 2 et 6 mars 1991.

Le Gouvernement était représenté par Monsieur Djibo KA, Ministre des Affaires Etrangères, entouré de ses principaux collaborateurs. Ces amendements signés à Paris, Port Louis, Bujumbura et Kigali les 20 septembre et 2 novembre 1990, les 2 et 6 mars 1991, ont pour objet d'adopter les dispositions de l'accord précité au contexte actuel. L'amendement de l'article 10 de l'accord, la plus importante des modifications, tend à l'assouplissement de ce texte qui subordonnait l'apport en garantie du Fonds à :

- la souscription d'une contre-garantie ;
- l'inscription budgétaire d'une provision de garantie.

Cette dernière formalité n'est plus reprise.

Aux termes de l'article 10 nouveau, les Etats requérants peuvent :

- souscrire une contre-garantie ;
- ou produire "toutes autres garanties jugées suffisantes par le fonds".

Pour harmoniser les conditions de durée de mandat du Directeur Général et celui du Directeur Général Adjoint, les Etats signataires ont décidé de modifier l'article 15 de l'accord : le mandat de 5 ans du Directeur Général est renouvelable une fois.

.../...

Il convient de noter que l'article premier nouveau fixe le siège du Fonds de solidarité africaine à Niamey (République du Niger).

Les présents amendements entrèrent en vigueur dans les mêmes conditions de ratification que celles prévues pour l'accord par l'article 20 amendé : l'accord ^{entrera} en application après notification de sa ratification par les Etats signataires à la République du Niger où est établi le siège du Fonds.

A la suite de cet exposé des motifs, vos commissaires ont posé les questions ci-après :

1°) cet accord a-t-il été signé dans le cadre de la francophonie ou dans un cadre beaucoup plus large ?

2°) est-il possible d'avoir une idée du montant du Fonds de solidarité africaine?

Dans sa réponse, Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères a souligné avec force, que la création du Fonds de solidarité africaine est d'une importance capitale et que le but essentiel recherché est de promouvoir davantage le secteur privé africain. Voilà pourquoi, cet accord qui est très large, dépasse le cadre de la francophonie.

Ensuite, Monsieur le Ministre a souligné que l'objet de cet amendement de l'accord portant création du Fonds de solidarité africaine en date du 21 décembre 1976 est d'actualiser ces dispositions afin de les rendre compatibles avec le contexte apparu plus récemment.

^{ce} A/propos, il convient de rappeler les principaux points suivants :

a) concernant l'accord portant création du Fonds, l'article 10 relatif aux garanties en son alinéa 2 subordonne l'apport en garantie du Fonds en matière de projet à la "souscription par l'Etat ou les Etats du lieu de l'investissement, d'une contre-garantie vis à vis du Fonds et à l'inscription chaque année, au budget de cet ou de ces Etats d'une provision de garantie d'un montant jugé suffisant par le Fonds.

Cela signifie que chacun des Etats concernés par une décision, de garantie doit annuellement inscrire dans son budget une provision en contre-garantie de l'aval donné par le Fonds. Une telle mesure constitue aujourd'hui une entorse aux critères de performance; notamment aux plafonds de crédits imposés par les programmes d'ajustement structurel du Fonds monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale (BM). En outre, cette provision peut s'analyser en un prêt supplémentaire que l'Etat s'obligera à rembourser en cas de défaillance de l'emprunteur. En effet, à l'heure actuelle et compte tenu de la situation économique que connaissent la plupart des Etats africains frappés par la crise financière internationale, le poids de la dette et les programmes d'ajustement structurel font que ces Etats ne peuvent plus faire face à cette obligation.

Il est par conséquent nécessaire d'assouplir les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 10 précité pour tenir compte de ce qui précède.

C'est la raison pour laquelle le projet d'amendement de l'article 10 tend à l'abandon de l'inscription budgétaire de la contre-garantie par l'Etat sur les Etats demandeurs.

Un autre assouplissement est apporté au texte par l'adjonction suivante "ou la production de toutes autres garanties jugées suffisantes par le Fonds".

Cette disposition permet d'avoir recours à une gamme très diversifiée de sûretés. Par ailleurs, en ce qui concerne le montant du Fonds de solidarité, Monsieur le Ministre a répondu qu'il est difficile d'indiquer un montant exact, car ce fonds de solidarité africaine fonctionnera comme une institution financière et sollicitera des financements extérieurs, à l'instar d'une Banque ou de la CEDEAO.

Satisfaits des réponses de Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères, vos commissaires ont adopté, à l'unanimité le projet de loi 04/92 et vous demandent d'en faire autant, s'il n'appelle pas d'autres observations de votre part.

AB 1963

II 0 I

AUTORISANT LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE A RATIFIER LES AMENDEMENTS A L'ACCORD PORTANT CREATION DU FONDS DE SOLIDARITE AFRICAINE, SIGNES A PARIS, PORT-LOUIS, BUJUMBURA ET KIGALI, RESPECTIVEMENT LES 20 SEPTEMBRE ET 2 NOVEMBRE 1990 ET LES 2 ET 6 MARS 1991.

L'ASSEMBLEE NATIONALE,

Après en avoir délibéré, a adopté, en sa séance du Vendredi 26 juin 1992, la loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE : Le Président de la République est autorisé à ratifier les Amendements à l'Accord portant création du Fonds de Solidarité Africaine, signés à Paris, Port-Louis, Bujumbura et Kigali, respectivement les 20 septembre et 2 novembre 1990 et les 2 et 6 mars 1991.

Dakar, le 26 juin 1992

Le Président de Séance

Abdoul Aziz NDAW

AMENDEMENTS A L'ACCORD PORTANT CREATION
DU FONDS DE SOLIDARITE AFRICAINE, ENSEMBLE UNE ANNEXE, SIGNE
A PARIS LE 21 DECEMBRE 1976

EXPOSE DES MOTIFS

L'objet de cet aménagement de l'Accord portant création du Fonds de solidarité Africain en date du 21 décembre 1976 est d'actualiser ses dispositions afin de les rendre compatibles avec le contexte apparu plus récemment.

Il convient d'examiner les principaux points suivants :

A) Concernant l'Accord portant création du Fonds, l'article 10 relatif aux garanties en son alinéa 2 subordonne l'apport en garantie du Fonds en matière de projet à "la souscription par l'Etat ou les Etats du lieu de l'investissement, d'une contre-garantie vis-à-vis du Fonds et à l'inscription chaque année, au budget de cet ou de ces Etats d'une provision de garantie d'un montant jugé suffisant par le Fonds".

Cela signifie que chacun des Etats concernés par une décision de garantie doit annuellement inscrire dans son budget une provision en contre-garantie de l'aval donné par le Fonds.

Une telle mesure constitue aujourd'hui une entorse aux critères de performance, notamment aux plafonds de crédits imposés par les programmes d'ajustement structurel du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM).

En outre, cette provision peut s'analyser en un prêt supplémentaire que l'Etat s'obligera à rembourser en cas de défaillance de l'emprunteur.

.../

En effet, à l'heure actuelle et compte tenu de la situation économique que connaissent la plupart des Etats africains frappés par la crise financière internationale, le poids de la dette et les programmes d'ajustement structurel font que ces Etats ^{ne} peuvent plus faire face à cette obligation.

Il est par conséquent nécessaire d'assouplir les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 10 ~~précité~~ pour tenir compte de ce qui précède.

C'est la raison pour laquelle le projet d'amendement de l'article 10 tend à l'abandon de l'inscription budgétaire de la contre-garantie par l'Etat ou les Etats demandeurs.

Un autre assouplissement est apporté au texte par l'adjonction suivante "ou la production de toutes autres garanties jugées suffisantes par le Fonds".

Cette disposition permet d'avoir recours à une gamme très diversifiée de sûretés.

B) En ce qui concerne l'article 15 de l'Accord relatif au mandat du Directeur Général, l'amendement ouvre la possibilité de renouveler une fois le mandat de cinq ans du Directeur Général. Celui-ci pourrait par conséquent diriger le Fonds pendant une durée maximale de dix ans.

Cet amendement tend, de surcroît, à harmoniser les conditions de durée de mandat du Directeur Général et celui du Directeur Général Adjoint.

AMENDEMENTS A L'ACCORD PORTANT CREATION
DU FONDS DE SOLIDARITE AFRICAINE, ENSEMBLE UNE ANNEXE, SIGNE
A PARIS LE 21 DECEMBRE 1976

LE CONSEIL DE DIRECTION DU FONDS DE SOLIDARITE AFRICAINE:

- VU l'article 13 de l'Accord portant création du Fonds de Solidarité Africain qui crée le Conseil de Direction du Fonds en précisant sa composition ;
- VU l'Article 14 de l'Accord portant création du Fonds de Solidarité Africain qui définit les pouvoirs du Conseil de Direction du Fonds ;
- Considérant la nécessité d'adapter les textes à l'évolution de l'environnement économique des Etats membres du Fonds ;
- Considérant les délibérations de la 31^{ème} Session du Conseil de Direction tenue les 5 et 6 décembre 1989 à NIAMEY sur la base du rapport du Comité Ad Hoc ;

DECIDE

des amendements à l'Accord portant création du Fonds de Solidarité Africain ensemble une Annexe, signé à Paris le 21 décembre 1976, tels que suit :

CHAPITRE IER

STATUT JURIDIQUE

ARTICLE PREMIER : La deuxième phrase de l'Article 1er de l'Accord portant création du Fonds de Solidarité Africain, ensemble une Annexe, signé à Paris le 21 décembre 1976 est modifiée ainsi qu'il suit : "Son siège est fixé à NIAMEY (République du Niger)".

.../

CHAPITRE II

Ressources du Fonds

Article 2 Il est ajouté à l'article 5 de l'Accord du 21 décembre 1976 susvisé, un dernier alinéa conçu : "Ces placements sont effectués auprès d'établissements de crédits agréés par le Conseil de Direction".

CHAPITRE III

Opérations du Fonds

Article 3 A l'article 7.a, de l'Accord du 21 décembre 1976 susvisé, le membre de phrase "... - par des institutions publiques financières de la France..." est remplacé par le membre de phrase suivant : "... par des institutions publiques financières des Etats membres..."

Article 4

Le premier alinéa de l'Article 10 de l'Accord du 21 décembre 1976 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes : "Cette garantie est subordonnée à la souscription par l'Etat ou les Etats du lieu de l'investissement, d'une contre-garantie ou par la production de toutes autres garanties jugées suffisantes par le Fonds".

CHAPITRE IV

Organisation et Gestion du Fonds

ARTICLE 5 A l'article 14 de l'Accord du 21 décembre 1976 susvisé il est ajouté entre le 2ème et le 3ème alinéa, un nouvel alinéa ainsi conçu :

.../

"Le Conseil de Direction arrête la politique du Fonds à l'égard de son personnel. Il détermine notamment les ouvertures de postes, les conditions de recrutement, les rémunérations ainsi que les conditions d'attribution des prêts au personnel (plafond global et individuel des prêts, taux d'intérêt)"

ARTICLE 6 L'Article 15 de l'Accord du 21 décembre 1976 susvisé est modifié comme suit : "Un Directeur Général est nommé par le Conseil pour une durée de cinq ans, renouvelable une fois, parmi les ressortissants des Etats participants. Il est assisté d'un Directeur Général Adjoint nommé dans les mêmes conditions.

Le Conseil peut mettre fin à leurs fonctions. Le Directeur Général est chargé de l'Administration courante du Fonds. Il instruit notamment les demandes de garantie, de bonifications d'intérêts et d'allongement de la durée des prêts, prépare le budget, tient la comptabilité du Fonds".

ARTICLE 7

Il est inséré à la suite de l'Article 17 de l'Accord du 21 décembre 1986 susvisé, un article 17-1 ainsi libellé : "Sauf autorisation préalable du Conseil de Direction, il est formellement interdit de procéder à :

- tout virement de dotation de crédit d'un chapitre à l'autre du budget,
- toute dépense en dépassement des crédits ouverts,
- tout report de crédits d'un exercice à l'autre."

.../

CHAPITRE V**DISPOSITIONS FINALES****ARTICLE 8**

La première phrase de l'Article 20 de l'Accord du 21 décembre 1976 susvisée modifiée ainsi qu'il suit : "L'Accord entrera en application après notification de sa ratification par les Etats signataires à la République du Niger où est établi le siège du Fonds. La date limite de l'entrée en vigueur a été fixée au 31 octobre 1978. Les amendements au présent Accord entreront en vigueur dans les mêmes conditions de ratification".

Fait à Paris, Port Louis, Bujumbura et Kigali
respectivement les 20 septembre et 2
novembre 1990 et les 2 et 6 mars 1991.

POUR LA REPUBLIQUE DU BENIN

POUR LE BURKINA FASO

POUR LA REPUBLIQUE DU BURUNDI

POUR LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

POUR LA REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

POUR LA REPUBLIQUE FRANCAISE

POUR LA REPUBLIQUE GABONAISE

POUR LA REPUBLIQUE DU MALI

POUR LA REPUBLIQUE DU NIGER

POUR LA REPUBLIQUE RWANDAISE

POUR LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

POUR LA REPUBLIQUE DU TCHAD

POUR LA REPUBLIQUE TOGOLAISE